

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 22 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) Un opportuniste oui ou non ?
- 2) Les pieds nickelés de l'Essonne
- 3) Le retour de Vincent...
- 4) La tentacule mondiale
- 5) Il faut la battre
- 6) Le cynisme d'Edouard Philippe selon...
- 7) Un jeu dangereux de la part de Macron...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Luc Carvounas: les confessions d'un ex-«bon petit soldat» de Valls



LUC CARVOUNAS

Le sénateur-maire d'Alfortville, candidat aux législatives, prône un dialogue entre les composantes de la gauche en désaccord avec le nouveau pouvoir.

Lil était un bon petit soldat de la majorité. Mais pour Luc Carvounas, « c'est fini ». Sa nouvelle devise est « ni Dieu ni maître ». L'expression est lâchée avec malice par un élu connu pour avoir été l'un des porte-flingues de Manuel Valls. Au-delà du bon mot, et d'une prise de distance publique sur le quinquennat finalement très récente, Luc Carvounas revendique sa nouvelle « liberté », lui qui n'a pas suivi son ancien mentor dans la « majorité présidentielle ».

Il revient sur la droitisation et les erreurs politiques du quinquennat, comme la déchéance de nationalité ou la loi sur le travail. Critique du nouveau gouvernement, le sénateur et maire d'Alfortville (Val-de-Marne), candidat aux législatives, assume son attachement au « socialisme ». Un attachement qu'il puise, notamment, dans son histoire personnelle et ses expériences de la minorité – ce binational franco-grec est le premier parlementaire à s'être marié avec un homme.

Attaché à l'union de la gauche, il entend rebâtir « une maison commune », un « parti des démocrates », à partir des expériences menées dans les territoires et d'un dialogue ouvert, des communistes aux radicaux en passant par les socialistes et les écologistes.

Mediapart : Que pensez-vous du nouveau gouvernement ?

Luc Carnouvas : Emmanuel Macron fonctionne comme un homme d'affaires. Il a créé une start-up (En Marche!) qu'il a fait progresser par des fusions-acquisitions (avec le MoDem), qu'il a transformée après avoir réussi son coup (changement de nom pour « La République en marche » aux législatives), avant de lancer une OPA sauvage sur LR et le PS. C'est un fonctionnement du monde des affaires, avec le cynisme de ce milieu. On l'a vu, par exemple, à la colère de François Bayrou concernant les investitures aux législatives.

Avant, on parlait d'« ouverture » ; maintenant, on parle de « recomposition ». Tout cela me paraît bien immodeste. Je rappelle d'abord que le président a réuni 24 % au premier tour, c'est-à-dire moins que ses prédécesseurs en 2012 et 2007, et qu'il a été plutôt mal élu au second tour. Ensuite, le gouvernement Philippe est assez âgé en moyenne, sans beaucoup de diversité, avec des professionnels de leurs secteurs. Il s'agit surtout de l'hystérisation de la prise du pouvoir par l'énarchie, que ce soit à la tête de l'exécutif, parmi les ministres ou dans les cabinets ministériels.

Ce gouvernement peut plaire aux Français pendant un temps, parce que les gens en ont marre du sectarisme, et qu'on s'oppose pour s'opposer. Mais ils en ont marre aussi des béni-oui-oui, le doigt sur la couture du pantalon, qui votent des textes préparés par la technostructure. C'est d'ailleurs pourquoi, alors que j'étais un des piliers de la majorité, je n'ai pas crié au loup contre les frondeurs. On ne peut pas vouloir un Parlement du non-cumul et être exaspéré par des parlementaires qui veulent peser dans la discussion.

Au passage, j'ai bien compris que le nouveau pouvoir souhaitait faire taire certaines voix fortes du Parlement. Qu'on vienne m'expliquer pourquoi LREM [La République en marche – ndlr] met des candidats contre Seybah Dagoma, Najat Vallaud-Belkacem, Pascale Boistard ou Matthias Fekl ? Où est la République bienveillante pour ces figures de gauche respectées, qui ont l'assentiment de l'opinion publique depuis longtemps ? La vérité c'est que, pour Macron, aucune tête ne doit dépasser. C'est d'ailleurs la première fois que le secrétaire d'État aux relations avec le Parlement est un proche du président, et pas du premier ministre. Ça promet.

Mais ce poids de l'énarchie, cette arrivée au gouvernement de ministres qui disaient le contraire la veille de ce qu'ils sont censés soutenir, est-ce si nouveau ?

Non, pas du tout ! Mitterrand l'a fait, Sarkozy l'a fait... Mais selon moi, le macronisme est le comble de l'alliance de la carpe et du lapin. Il hystérise la salade macédoine.

Je suis attristé par ceux qui tournent le dos à leurs valeurs. Beaucoup ont leur

carrière derrière eux, et sont des personnalités qui ont cumulé les mandats dans le temps, comme François Patriat ou Gérard Collomb. Quant à Richard Ferrand [ministre de la cohésion des territoires – ndlr], il était emmanueliste ! À l'époque de la loi Macron, l'actuel président n'en voulait pas parce qu'il n'avait pas confiance dans ce type étiqueté « aile gauche du PS », qui a finalement été envoûté. Tant mieux pour lui, mais enfin il n'est pas interdit d'avoir des convictions dans ce pays !

Pour ma part, je ne suis pas attaché au PS en tant que tel, car ce n'est pas un fétiche ou une relique. Je suis attaché à l'idée du socialisme et de la gauche. La gauche continue d'exister : elle fait 30 % au niveau national, elle existe à Alfortville, dans le Val-de-Marne, à Paris, à Rennes, à Nantes, en Occitanie... Tout cela serait balayé à cause d'une élection ? Non.

Le PS vient pourtant de faire un score historiquement faible à la présidentielle, avec 6,36 % des voix...

Il était clair qu'on ne pouvait pas gagner, notamment à cause du manque du soutien dont on a pâti, y compris des donateurs de leçons actuels comme Stéphane Le Foll, qui est resté silencieux jusqu'au bout de la campagne.

J'en retire pourtant un enseignement positif : désormais, on se parle tous. Jusque-là, et moi le premier, nous étions dans des écuries et des chapelles. Là, je me retrouve à une même table avec François Lamy, Guillaume Balas, Gérard Filoche, Najat Vallaud-Belkacem... Notre socle commun, c'est l'idée qu'on se fait du socialisme. Ma responsabilité, avec d'autres, c'est de ne pas quitter le navire, notamment pour ne pas abandonner la gauche à Jean-Luc Mélenchon, qui a refusé d'appeler clairement à voter Macron dans l'entre-deux-tours.

Ce qu'a réussi Emmanuel Macron s'explique cependant par une volonté de sanction des vieilles pratiques politiques. Comment expliquez-vous la situation de fragilité dans laquelle vous vous êtes retrouvés ?

Pourquoi ça a marché ? Parce que, depuis dix ans, on a eu un président de droite républicaine, Nicolas Sarkozy, qui a tourné le dos à ses valeurs en allant draguer l'extrême droite, et on a eu un président de gauche, François Hollande, qui a été élu sur une politique de gauche et a tourné le dos à des valeurs cardinales sur la déchéance de nationalité et le code du travail.

C'est à partir de ces moments-là que je n'ai plus été d'accord avec ce qui était en train de se passer, alors que j'étais un bon petit soldat. C'est aussi à ce moment que Jean-Pierre Chevènement [nommé à la tête de la Fondation des œuvres de l'islam de France – ndlr] demande aux musulmans de France de se faire discrets. L'étape d'après, c'est quoi ? Que les homosexuels se fassent discrets ? Quelle est cette République qui demande à certains de baisser la tête ?

Le fameux « trou de souris » dont j'entendais parler pour François Hollande, finalement c'est son collaborateur qui l'a emprunté, avec 260 000 clics. On était tellement bons stratèges à l'Élysée, à Matignon, à Solférino, qu'il nous est passé devant. Cela en fait-il une règle générale ? Non. Ce n'est pas parce qu'il a réussi son coup magnifique que tout a changé. Je ne crois pas à la fin du clivage gauche-droite.

« Je suis réformiste mais socialiste, je ne suis pas de droite »

Que comptez-vous construire désormais ?

Lorsque le socialiste Defferre a fait 5 % à la présidentielle de 1969, il s'est passé un magnifique congrès à... Alfortville, qui était un prélude à la refondation du PS à Épinay. Dix ans après, le PS a pris le pouvoir. Aujourd'hui, on a besoin de s'adosser sur des politiques publiques efficaces sur les territoires. Notre syndicat social-démocrate en France, ce sont les élus locaux.

Il faut aussi prendre le temps de redéfinir ce qu'on veut faire ensemble. Nous n'avons pas fait ce travail avant d'arriver au pouvoir. Le vendredi qui précédait le premier tour de 2012, je me souviens avoir déjeuné avec Manuel Valls, près du QG de campagne.

Il a prononcé une phrase qui m'a hanté durant le quinquennat : « Tu sais, Luc, il y a tellement de sujets qu'on a évoqués dans cette campagne, et dont on a dit : "On gagne d'abord, et on verra ensuite." » On a vu, et on n'a rien vu surtout : nous n'étions pas prêts. Il ne faut pas revivre les mêmes erreurs.

Alors je m'investis dans le mouvement « Dès demain », dans celui que va lancer Benoît Hamon le 1er juillet – j'y serai –, je veux bien travailler dans la « Movida » de Matthias Fekl. Je sors de neuf ans durant lesquels j'étais le meilleur porte-parole de Manuel Valls. C'est fini. J'ai 46 ans : maintenant, c'est ni Dieu ni maître ! Je veux jouer collectif.



Pierre Mendès France et Gaston Defferre, le « ticket » présidentiel de la SFIO en 1969.

À l'heure où Emmanuel Macron tente de rassembler ceux qu'il appelle les « progressistes », ce qui vous empêche de le rejoindre, c'est donc une fidélité au socialisme ?

Oui. Les ruptures ne se font pas sur la forme, mais sur le fond. J'ai toujours été attaché au PS comme à l'union de la gauche, que j'ai pratiquée, notamment lors des sénatoriales dans mon département. Je ne me suis jamais approché de la « maison des progressistes » qu'avaient promue Gérard Collomb et Jean-Marie Le Guen. Je suis réformiste, mais je suis socialiste, je ne suis pas de droite.

C'est quoi, au fond, être socialiste ?

Je ne veux pas vous faire de grandes phrases... On regarde toujours cela au prisme de ce que l'on est soi-même. François Mitterrand a mis en place les bourses pour étudiants et j'en ai profité pour faire mes études, tout en travaillant par ailleurs. Être socialiste, c'est être pour la liberté et l'égalité pour tous, quels que soient votre champ social, votre origine, vos croyances.

Je suis issu d'un milieu d'immigrés grecs, je suis binational, je suis également issu d'une minorité qui s'assume parfaitement, je sais ce qu'on m'a donné... et je sais que les politiques de gauche et de droite, ce n'est pas pareil. Donc il faut se battre.

Comment ne pas être pris en étau entre un centrisme libéral et une gauche radicale, après le score de Benoît Hamon ? Vous avez défendu dans un essai la proportionnelle intégrale, mais le scrutin majoritaire domine encore notre système électoral.

La proportionnelle intégrale, c'est le passe d'entrée vers des coalitions. Il ne peut y avoir de coalitions de projet qu'à la suite d'accords politiques entre partis. Dans ce quinquennat, il y aura peut-être des coalitions sur les textes, les uns après les autres, mais pas des coalitions de projet, comme il y en a eu en Allemagne où les sociaux-démocrates ont obtenu l'introduction d'un salaire minimum au niveau national. Un scrutin majoritaire à deux tours ne pousse pas à cela.

Je reste donc favorable à la proportionnelle parce que c'est la plus belle expression du peuple. Il est vrai que cela finira de couper le lien entre le territoire et les assemblées, mais je crois que l'on peut réinventer le rôle du député. Ma conception, c'est d'être député d'Alfortville et de Vitry et d'être député national. La proportionnelle, c'est aussi une réponse au FN. Assumons de nous confronter à ses élus, projet contre projet. Parce qu'il y a des raisons de fond au vote FN, comme le déclassement, l'absence de services publics ou de commerces de proximité, mais aussi le confort d'un vote à part, qu'on a presque laissé devenir « tendance ».

Mais comment faites-vous pour ne pas être pris dans un étau entre En Marche! et La France insoumise ?

Aux législatives, il y aura clairement des députés de La République en Marche, qu'on ne connaît pas. On peut avoir de très mauvaises surprises, y compris chez moi, tout maire que je suis. Cela dit, je crois au reflux, et qu'au fur et à mesure de l'avancement du quinquennat, les masques vont tomber.

Une bonne partie de l'électorat qui nous a quittés pour voter Jean-Luc Mélenchon est déjà revenue après son refus de soutenir Emmanuel Macron contre l'extrême droite. Il y aura aussi l'échéance des européennes, dans deux ans, lors desquelles nous verrons bien que nous n'avons pas, avec La France insoumise, le même projet pour l'Europe.

En parallèle, nous avons aujourd'hui un chef de gouvernement, Édouard Philippe, qui n'a voté aucune loi de François Hollande. Quant à la société civile, de quelle société civile parle-t-on ? Les syndicats, ce n'est pas la société civile ? On va les écouter en commençant par les ordonnances sur le code du travail ? Moi, je vais servir à faire du fond et à dire les choses.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Législatives : Valls devra bien affronter Dieudonné, son « gifleur », et Francis Lalanne

Aurélie Rossignol et Romain Chiron

Alors que les dépôts de candidatures aux législatives sont clos depuis vendredi soir, le polémiste Dieudonné a confirmé ce samedi qu'il défierait bien Manuel Valls dans son fief de l'Essonne. Une circonscription dans laquelle se présente aussi le chanteur Francis Lalanne.

Au lendemain de la clôture des dépôts de candidatures aux législatives, c'est confirmé, Manuel Valls devra bien composer avec une concurrence singulière dans sa circonscription de l'Essonne. L'humoriste controversé Dieudonné, condamné en janvier pour incitation à la haine, a en effet réaffirmé ce samedi qu'il défiera l'ancien Premier ministre dans son fief, à Evry - Corbeil. Tenant une conférence de presse au théâtre de la Main d'Or, à Paris, le polémiste a également intronisé son suppléant, Nolan Lapie, le jeune homme qui avait giflé Manuel Valls en Bretagne. Et pour les électeurs qui craindraient un manque de poésie dans cette étrange confrontation, qu'ils se rassurent, le chanteur Francis Lalanne a lui-aussi bien déposé sa candidature en préfecture.

Il y a quelques jours encore, Manuel Valls pouvait pourtant se sentir soulagé d'être sorti indemne d'une intense polémique. Député sortant dans cette 1ère circonscription de l'Essonne, il avait d'abord provoqué un tollé à gauche en annonçant son souhait de se représenter sous l'étiquette La République en marche. Le mouvement d'Emmanuel Macron lui avait toutefois refusé de l'investir, au titre du renouvellement, et Manuel Valls y avait au passage perdu l'appui des socialistes. Bien installé dans son fief, l'ancien maire d'Evry a finalement obtenu que ni l'un ni l'autre parti ne lui confronte quelqu'un face à lui. Une victoire, rapidement ternie cette semaine par la perspective d'affronter des candidats venus tout particulièrement pour en découdre avec lui.

Dieudonné veut un débat avec son «bourreau»

Faisant mine d'appeler Manuel Valls à «faire la paix», Dieudonné a ce samedi matin confirmé qu'il venait défier son «bourreau» qui, selon lui, «s'est acharné pendant des années» sur lui. En janvier 2014, l'ancien ministre de l'Intérieur avait notamment envoyé une circulaire à l'attention des préfets, que Le Parisien s'était procuré, intitulée «Lutte contre le racisme et l'antisémitisme — manifestations et réunions publiques - spectacles de M. Dieudonné M'Bala M'Bala». Dans son viseur, «Le Mur», le dernier show de l'humoriste, présenté en tournée à compter du 9 de ce mois de janvier dans plusieurs villes de France et qui contiendrait «des propos antisémites et infamants à l'égard de plusieurs personnalité de confession juive (...) et des atteintes virulentes et choquantes à la mémoire des victimes de la Shoah». Depuis, le polémiste a été reconnu coupable d'incitation à la haine et condamné à deux mois de prison ferme par la justice belge pour d'autres propos jugés antisémites. En France, il a également été condamné à 3000 euros d'amende, en 2015, pour injure contre Manuel Valls.



Conférence de presse de Dieudonné à La Main d'Or (LP/ Aurélie Ladet.)

C'est dans ce contexte que le polémiste a appelé l'ancien Premier ministre à «débatte face à face» en vue des législatives. Se présentant comme un candidat sérieux, Dieudonné a également annoncé qu'il axerait sa campagne sur la justice et ce qu'il considère comme de l'ingérence de l'Etat à travers sa propre expérience. D'où sa proposition phare : une loi pour insérer des caméras dans les tribunaux, «pour que les citoyens aient accès aux débats».

Quant à son suppléant, du haut de ses 18 ans, «il a donné de l'espoir aux Français» en giflant Manuel Valls en janvier dernier, lors d'un déplacement à Lamballe (Côtes-d'Armor), a jugé Dieudonné. A l'époque, le jeune homme posait déjà, sur son profil Facebook, en faisant une «quenelle», ce geste à connotation antisémite instauré par le polémiste. Peu de risque, dans cette ambiance, que l'ancien Premier ministre accepte le débat.

Lalanne se défend d'une candidature «loufoque»

Et si cette improbable confrontation avait lieu, les autres candidats de la circonscription y seraient-ils conviés ? Francis Lalanne ne le serait de toutes façons pas, en tant que suppléant Jacques Borie, un restaurateur de la ville qui se présente sous les couleurs du collectif 100%. Portant toutefois médiatiquement le duo, le chanteur a pris soin de préciser que sa participation

l'élection n'était «pas loufoque» : «Elle est celle d'un activiste citoyen et responsable politique sur le terrain depuis (...) 2008», a-t-il assuré jeudi depuis Evry.

Le poète a par ailleurs dit vouloir porter «une alternative citoyenne à la politique politicienne» incarnée, selon lui, par Manuel Valls. Pour Lalanne, l'(ex-)socialiste est «emblématique de l'incompétence, du carriérisme et de l'opportunisme !» Le chanteur, marqué à gauche, ne lui a également pas pardonné sa «trahison» vis-à-vis de Benoît Hamon, vainqueur la primaire.

Pas loufoque donc, mais assez originale pour éclipser jusqu'à présent la participation des 19 autres candidats rien que dans cette circonscription ! Et les 144 postulants pour les dix sièges de l'Essonne.

leparisien.fr



MAIS AUSSI

1) Vallaud-Belkacem, «On n'est pas couché» et les fake news

Par Michel BECQUEMBOIS



La ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem, le 15 mars 2017 au palais de l'Elysée à Paris Photo STEPHANE DE SAKUTIN. AFP

C'est la vidéo du dimanche matin, le clash hebdomadaire orchestré par On n'est pas couché qui, après avoir fait chauffer les téléviseurs le samedi soir, fait le buzz sur les réseaux sociaux à l'heure du marché dominical. Sur le gril, cette semaine, Najat Vallaud-Belkacem, ancienne ministre de l'Education nationale, venue parler de son livre «La vie a plus d'imagination que toi», où elle livre le récit, très symbolique, de son parcours de petite fille née au Maroc devenue ministre de la République.

Vallaud-Belkacem ? C'est du tout bon pour l'équipe de Ruquier. Origines étrangères, personnalité clivante, au cœur de nombreuses polémiques durant le quinquennat (loi sur la prostitution, réforme du collège...), les ingrédients sont réunis pour que le ton monte. Sauf que, cette fois, la séquence d'invectives avec Vanessa Burggraf met mal à l'aise. Car voilà, pour «se payer» l'invité, selon le cahier des charges bien établi de l'émission, la chroniqueuse utilise sans distance les fake news distillées par la fachosphère, mâtinées d'un argument de bon sens («dans la classe de ma fille...») qui entend désamorcer tout débat.



Le Lab@leLab_E1
VIDÉO - Najat Vallaud-Belkacem accuse la journaliste d'On n'est pas couché Vanessa Burggraff de relayer des fake news <http://bit.ly/2q8BMo8>

L'utilisation de mensonges dans le débat démocratique est devenue monnaie courante. Mentir dans les yeux à un adversaire n'est plus une basse pratique, c'est désormais une ficelle à utiliser pour les politiques : décrédibiliser l'adversaire, quelles que soient les méthodes utilisées, rapporte plus que ce que coûte le dévoilement ultérieur du bobard par les fact checkers.

Ce qui est encore plus inquiétant ici, c'est que ce n'est pas un adversaire politique qui reproche à Vallaud-Belkacem, au mépris de toute évidence, d'avoir voulu imposer l'arabe au CP ou d'avoir saccagé l'orthographe française, c'est une chroniqueuse, la personne sur le plateau censée tenir le rôle du journaliste en démêlant le vrai du faux.

Ici, Burggraf relaie l'intox sur l'intention d'instaurer l'arabe obligatoire au CP sans vérification («mais vous y étiez favorable, non ?») : elle l'a lu quelque part, elle en a entendu parler, c'est donc que ça doit être vrai, en tout cas il en a été question puisque ça a été écrit dans un journal... D'ailleurs le bon sens populaire, dont elle a pour mission d'être la porte-parole, en a parlé : cela légitime la question, non ? Vallaud-Belkacem a beau tenter d'éviter de rentrer dans le débat, elle y est bien forcée et il en restera quelque chose : des dénégations qui alimenteront les argumentaires de la fachosphère pour laquelle il n'y a pas de fumée sans feu.

Arrêtons-nous un instant sur ce que Burggraf présente comme un argument massue : la réforme de l'orthographe. A grand renfort de mimiques, Burggraf épelle cet «O-G-N-O-N» qu'on fait désormais écrire à sa fille sans «i». L'argument est imparable, et réunira les téléspectateurs : avant vous, on écrivait «Oignon» normalement, avec vous, on dénature l'orthographe française...

Le hic, c'est que Najat Vallaud-Belkacem n'a jamais fait de réforme de l'orthographe : elle date de Michel Rocard, en 1990, selon les préconisations de l'Académie française et si «Ognon» commence à apparaître dans les salles de classe, c'est que les éditeurs de livres scolaires, en 2015, ont commencé à l'appliquer (sans pour autant que la graphie traditionnelle des mots modifiés soit devenue impropre : les deux sont acceptées). Vallaud-Belkacem avait d'ailleurs pris soin à l'époque de préciser qu'«il ne revient pas au ministère de l'Éducation nationale de déterminer les règles en vigueur dans la langue française».

On touche là au syndrome «équipe de France». Vous savez, celui qui veut que toute personne qui ait un jour vu un match à la télé ait des idées très arrêtées sur comment il fallait faire jouer l'équipe et à quel remplacement il fallait procéder.

Pour l'éducation, c'est pareil, tout parent ayant un enfant scolarisé a évidemment un avis sur le fonctionnement du système scolaire : la preuve, dans l'école de ma fille, etc. Une expérience personnelle, toujours intéressante certes, mais surtout un argument d'autorité pour clore une conversation, une opinion qui malheureusement ne vaut pas expertise. L'éducation ne vaut-elle pas mieux qu'un débat fondé sur des cas particuliers ?

Interviewer une politique en se fondant sur quelques articles d'une presse tendancieuse semble donc un standard admis chez Ruquier. On se doutait déjà que les livres pour lesquels les invités étaient conviés sur le plateau n'étaient pas lus.

C'est dommage. Dans le sien, Najat Vallaud-Belkacem s'arrête sur les rumeurs malveillantes qui la poursuivent afin de dénigrer son travail sans en analyser le fond. Elle réfléchit sur le rôle que les fake news (et la difficulté à les contrer) ont eu dans la perception de son bilan.

On peut contester la réforme du collège (une réforme que Vallaud-Belkacem a bien menée, celle-là) avec des arguments de fond (les syndicats de profs ne s'en sont d'ailleurs pas privés en leur temps), on peut discuter du bien-fondé de telle ou telle mesure mise en place ces trois dernières années par la rue de Grenelle. Mais qu'une journaliste utilise son magistère pour relayer des mensonges manifestes inventés pour nuire consterne. Qu'elle le fasse de bonne foi, comme elle semble le faire, est encore plus atterrant.

Et que la séquence se termine sans trancher entre les deux versions laisse à penser que décidément, la vérité n'est plus qu'une opinion parmi d'autres. Et le pire, c'est que tout le monde trouve ça normal.

Michel BECQUEMBOIS



2) Cyril Hanouna est un danger public

Nadia Daam

Rire d'un homme parce qu'il est homosexuel, le rabaisser, l'humilier, le jeter en pâture aux rires du public, et être tout content de soi, c'est l'exacte définition de la persécution.



Capture d'écran de l'émission «Touche pas à mon poste», le 18 mai 2017 sur C8

Je le hais. Lui, et son escouade de hyènes au surmoi atrophié, je les hais. Avec «Touche pas à mon poste», on a franchi depuis bien longtemps la barrière du supportable et je ne parviens plus à ressentir autre chose que de la haine pure. Je n'en peux plus des analyses psychologisantes sur le syndrome de Stockholm dont souffriraient les chroniqueurs, sur la supposée griserie d'un Hanouna longtemps mal aimé et sous-employé, des accusations de Hanouna-bashing... Hanouna n'est pas une victime. C'est un bourreau. On parle là d'un homme qui a chié dans la chaussure de son chroniqueur. D'un homme, surtout, qui s'est fait une spécialité d'humilier, et maintenant de persécuter des homosexuels.

La dernière séquence (et on ne parlera pas de «dérapage», à réserver au code de la route) est atroce à regarder. Ce jeudi 18 mai, l'équipe de «TPMP» a posté de fausses annonces de rencontre sur le site Vivastreet. Dans l'extrait qui circule sur Twitter, on le voit répondre en direct à un homme, se faire passer pour un homosexuel (avec toutes les mimiques et la voix efféminée qui vont bien).

Sur le plateau, les chroniqueurs gloussent en silence pour ne pas se faire remarquer par l'homme piégé. Pour parachever l'humiliation, Hanouna finit par lui raccrocher au nez. J'ai eu la nausée. Pour de vrai. Je vois passer toute la journée des images et des vidéos immondes sans jamais trop ressentir de dégoût, mais là, pour la première fois, j'ai eu envie de vomir.

Une persécution publique

La victime du canular ignorait qu'il était écouté par des milliers de personnes, il drague et se laisse draguer en pensant qu'il s'agit d'un moment intime. Il se fait raccrocher à la gueule. Puis il se découvre sans doute, dans l'extrait diffusé. Je suis obsédée par cet homme, et ce qu'il doit ressentir aujourd'hui. J'aimerais savoir comment il va. Ce qu'il pense de tout ça. S'il

C'est «pas pour rire», c'est «pour dominer»

est lui-même téléspectateur occasionnel ou assidu de «TPMP», et si tel est le cas, ce que ça fait d'être persécuté publiquement par des gens qu'il aimait bien peut-être, qui sait. Il n'a pas été le seul à être appelé, et l'un d'entre eux doit venir témoigner sur le plateau.

On parle ici de persécution. Pas de canular, pas de blague potache, ni même de harcèlement. Une persécution est «un type d'oppression consistant à appliquer à une personne ou un groupe de personnes des mesures ou des traitements injustes, violents ou cruels pour des raisons d'ordre idéologique, politique, religieux ou encore racial».

Rire d'un homme parce qu'il est homosexuel, le rabaisser, l'humilier, le jeter en pâture aux rires d'un public, et être tout content de soi, c'est l'exacte définition de la persécution. Sans compter que, comme le rappellent de nombreux internautes sur Twitter, cette méthode, consistant à se faire passer soi-même pour gay, est exactement «la technique des casseurs d'homosexuels».

Quant au contexte: l'émission est diffusée le lendemain de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, alors que les actes homophobes sont repartis à la hausse, et alors qu'en Tchétchénie, les homosexuels sont traqués, torturés par les autorités avec la complicité de la population. J'entends déjà ceux qui vont dire que, quand même, «c'est pas pareil». Bah si. Bien sûr qu'Hanouna n'est pas un génocidaire, mais il passe son temps à mettre plein de pièces dans la machine à homophobie, et légitime dans l'esprit de certains, que rire des homosexuels et de les rabaisser est tout à fait normal. La violence physique à l'égard d'un groupe commence toujours comme ça: on moque, on parodie, on humilie, on essentialise, on rit... et la malveillance, puis la violence physique finit toujours par débouler.

Rabaisser

Pourtant, c'est peu dire qu'Hanouna n'en est pas à son coup d'essai et qu'il a déjà maintes fois été sermonné pour ses éloges de l'homophobie, quand ce n'est pas de l'homophobie pure. En décembre 2016, l'association des journalistes lesbiennes, gays, bi-e-s et trans avait étudié «l'obsession pour l'homosexualité» de «TPMP» et constaté 42 mentions faites à l'homosexualité en à peine un mois, dont la plupart dans l'objectif de rabaisser.

«Le 7 novembre, par exemple, le chroniqueur Camille Combal et Cyril Hanouna imitent, comme ils le font souvent, un couple gay semblant tout droit sorti de *La cage aux folles*. L'animateur prend des airs efféminés: «Je suis complètement ouvert, je suis complètement ouvert à la flagornerie.» Le 15 novembre, sur le même plateau, Jean-Michel Maire parle des homosexuels qui se cachent: «Être dans le placard... d'où l'expression 'avoir un balai dans le cul'». Quelques jours plus tard, un voyant invité prédit qu'une future émission sera présentée par un des chroniqueurs, mais ignore si ce sera un homme ou une femme. Cyril Hanouna commente alors: «Ah ben ce sera Matthieu Delormeau!»»

Si, la plupart du temps, ces railleries sont faites sous couvert de blagues, elles sont aussi parfois ostensiblement hostiles à l'homosexualité:

«Le 29 novembre, l'invité Jeremstar drague ouvertement Matthieu Delormeau puis Cyril Hanouna. Réaction de l'animateur: «Alors le problème avec moi, c'est que je suis un petit peu nerveux. Si tu commences à me toucher, on peut assister à un homicide». Quelquefois de menaces: le 2 novembre, les chroniqueurs disent à tour de rôle le nom d'une chanson sur laquelle ils ont déjà fait l'amour. Vient le tour de Matthieu Delormeau: «C'est une très jolie chanson, j'espère que vous aurez un jour l'occasion de l'entendre...» Hanouna, agressif: «Pas avec vous. Non mais je vais t'expliquer, celui qui va me 'ken', il est pas né.» Delormeau: «Comment?» Hanouna: «T'as très bien entendu.»»

On est là dans l'homophobie dans ce qu'elle a de plus basique: soupçonner un gay de vous faire des avances et le menacer de lui péter la gueule.

Mais ce sont bien les «blagues» homophobes qui posent le plus de problème en ce qu'elles sont généralement noyées dans un magma de gloussements et d'applaudissements du public. On finirait presque par ne plus y prêter attention. Par ailleurs, c'est la rhétorique adoptée par Hanouna et ses fanzouzes pour légitimer ce système: «on rigooooole, c'est pas très Charlie de vouloir nous censurer». Après les réactions, il a publié le message suivant sur Twitter:



Cyril Hanouna @Cyrilhanouna
Mes beautés d amour! Trop hâte de vous retrouver ce soir! C est important qu une fois de plus je rappelles les valeurs de @TPMP! Je vous ❤️

Cet argument qui fait de l'humour un blanc-seing pour à peu près tout est d'une malhonnêteté et d'une paresse intellectuelle crasse. C'est d'ailleurs épuisant d'avoir à répéter que traiter quelqu'un comme une merde, et lui donner une accolade juste après, ça s'annule pas. Que oui, plein d'autres gens ont fait de ce type d'humour leur fond de commerce, mais c'est pas pour autant que c'est tolérable. Que moquer quelqu'un pour sa couleur de peau, son sexe, ou son orientation sexuelle, c'est «pas pour rire», c'est «pour dominer».

On nous dit aussi que, comme Matthieu Delormeau et Enora Malagré, respectivement homosexuel et bisexuelle sont sur le plateau, qu'ils semblent, eux, trouver ça hilarant, voire participent au concert de blagues homophobes, et que cela annihilerait l'aspect malveillant. Or, c'est pas parce qu'ils ne sont pas hétéros qu'ils sont moins cons. Personnellement, j'ai cessé de m'intéresser à la psyché de Matthieu Delormeau, victime consentante de tout ce bordel depuis bien longtemps. Qu'il se démerde avec son psy. Quant à Enora Malagré, elle encaisse aussi sans moufter que Thierry Moreau dise d'elle qu'«suce debout», et a touché le corps d'une invitée, Patricia, sans son consentement. Difficile de faire de ces deux-là des cautions morales et des gardiens des droits.

Parce que si l'équipe de «TPMP» a pour cible privilégiée les LGBTQ, ils participent collectivement à une grande machine à banaliser les violences et à humiliations, dans leur globalité.

Le divertissement aux dépens des autres

Les notions les plus élémentaires de consentement, de dignité, de respect sont piétinées sous les hourras mécaniques d'un public hypnotisé et qui a assimilé l'idée que le divertissement se fait forcément au dépens des autres.

Homophobie, transphobie, racisme, sexisme... «Touche pas à mon poste» s'est rendu coupable de tout ce qui mène aux inégalités, à la violence, et au mépris de soi. En France, les associations de défense des droits LGBTQ estiment qu'un ado gay a quatre fois plus de risques de se suicider qu'un jeune hétéro. Comment un ado homosexuel de 16 ans qui voit des gens riches, bien sapés, et célèbres faire de sa sexualité une blague de Toto permanente peut-il ne pas finir par se mésestimer? Comment les femmes peuvent-elles espérer cesser de se prendre des mains au cul dans le métro quand Jean-Michel Maire s'autorise à embrasser le sein d'une invitée?

Je travaille à la télévision, et cotoie quotidiennement des intermittents du spectacle (cadreurs, coiffeurs...) qui parlent du plateau des «Touche pas à mon poste» comme des gorges de l'enfer. Ils rapportent l'hystérie qui règne dans les coulisses, les insultes, l'ambiance de merde, le melon que se triment tous les chroniqueurs. Les plus chanceux peuvent se permettre de luxe de refuser d'aller y bosser, les autres y vont à reculons, et avec la désagréable impression d'être complice d'un programme dégueulasse.

Un danger public qu'une instance française aurait le pouvoir de neutraliser. Depuis que les plaintes se multiplient – à 16h, 4750 signalements ont été envoyés au CSA–, le CSA fait les gros yeux, tape mollement du pied, décide de mise en garde et de mises en demeure, qui jamais n'aboutissent à rien de concret. C'est précisément à cause de cette impunité (légitimée dans son esprit, par de bons chiffres d'audience), que Cyril Hanouna se sent intouchable. Pire, il est dopé par les polémiques et peut alors entonner le refrain du pauvre animateur populaire persécuté par les élites intellectuelles chichiteuses. Cette foire de la haine a assez duré. Il est grand temps qu'Hanouna dégage.



Nadia Daam-journaliste

Slate

2) Que devient François Fillon?

<http://www.bfmtv.com/politique/que-devient-francois-fillon-1167312.html>

Depuis sa défaite au soir du premier tour de l'élection présidentielle, François Fillon se fait rare. Après avoir déclaré qu'il redevenait un "militant de coeur parmi les militants", celui-ci n'a pas été aperçu sur le terrain.

Un "isolement nécessaire". Depuis le 23 avril au soir, François Fillon a tout simplement disparu des médias. Au lendemain de sa défaite au premier tour de l'élection présidentielle, le candidat des Républicains avait pourtant déclaré qu'il souhaitait "redevenir un militant de coeur parmi les militants". Or, celui-ci n'a été aperçu ni à Solesmes, où se trouve son manoir, ni dans son fief de Sablé-sur-Sarthe.

"On n'entend même plus parler de sa présence sur le secteur, déplore Rémi Mareau, conseiller municipal d'opposition, au micro de BFMTV. Il doit se faire très très discret".

"Il panse ses plaies"

En outre, au second tour de l'élection présidentielle, François Fillon a choisi de voter par procuration: celui-ci n'a donc pas été filmé devant l'urne de son bureau de vote. Quelques voisins ont quand même pu l'apercevoir aux abords de son domicile parisien. Pour Florence Portelli, sa porte-parole, cette discrétion est justifiée:

"Il est normal qu'aujourd'hui, alors qu'il a annoncé son retrait de la vie politique, il panse ses plaies, qu'il essaie de se reconstruire affectivement. Je pense que cela a été tellement violent et douloureux qu'il est urgent pour lui de récupérer".

François Fillon va garder la présidence de son micro-parti

L'ancien Premier ministre inscrit cependant une date à son agenda: celle du 30 mai, où il doit être convoqué par les juges, dans le cadre des soupçons d'emplois fictifs de son épouse à l'Assemblée nationale ainsi que dans La Revue des Deux Mondes.



D'après une information de Marianne, François Fillon devrait également garder la présidence de son micro-parti, Force Républicaine. Bruno Retailleau avait été, au départ, pressenti pour reprendre cette fonction.

Sandra Boulanger avec Alexandra Milhat

bfmtv.com/politique



III) Pourquoi Jean-Vincent Placé ne s'est toujours pas Placé auprès de Macron

D'habitude très actif, Jean-Vincent Placé est resté de marbre face à la tentation Macron. Pour le moment en tout cas... car il espère en réalité sauver son siège de sénateur grâce à l'appui du PS.



Pour le moment Jean-Vincent Placé se fait discret, avec le secret espoir d'arracher le soutien du PS pour garder son siège de sénateur. - Alain ROBERT/SIPA

Par Bruno Rieth

C'est la blague qui revient à chaque nomination gouvernementale. Une image qui fait plier de rire les réseaux sociaux : Jean-Vincent Placé pendu au téléphone, faisant le pied de grue pour se faire nommer ministre. Créatifs, les internautes ne manquent pas d'imagination pour dépeindre le sénateur de l'Essonne en éternel prétendant à un maroquin ministériel. Une vanne que même les responsables politiques n'hésitent pas à recycler entre eux.



Ornikkar™ @ornikkar

Alerte 🚨 Jean-Vincent Placé se dit prêt à remplacer Donald Trump si ce dernier est destitué.



La Bave de Dieu™ @HashtagDivin

Bonjour, je suis Jean-Vincent Placé.

Il semble qu'on cherche un nouveau #PremierMinistre... Ça tombe bien, je n'ai rien à foutre.



Lucas Burel @L_heguiaphal

Gérard Larcher se fout de la gueule de Jean Vincent Placé dans le Canard

Mais pour une fois, force est de constater que si dans le passé, Jean-Vincent Placé n'a pas hésité à afficher ostensiblement ses ambitions ministérielles, il est resté très silencieux durant cette séquence d'installation du gouvernement du nouveau Premier ministre Edouard

Philippe.

Jean-Vincent Placé espère sauver son siège de Sénateur

Une discrétion qui n'étonne pas cet eurodéputé d'EELV qui connaît bien le personnage. "Tout le monde pense qu'il a été guéri de sa dévorante envie d'être ministre, mais ça n'a rien à voir. Si Jean-Vincent n'est toujours pas passé à En Marche, c'est que pour le moment, il n'y trouve pas son intérêt", persifle-t-il.

Et d'y apporter une explication : "Peu de gens ont fait attention mais à la rentrée, il y a les élections sénatoriales. Et pour espérer sauver son poste, le mouvement En Marche ne lui sert à rien !" Les sénateurs ont cette particularité d'être élus au suffrage universel indirect, choisis par un collège de grands électeurs composés de députés, de conseillers régionaux, de conseillers généraux et de délégués des conseils municipaux, tous issus de la circonscription qu'ils représenteront. Et pour espérer accéder aux avantages de la fonction de sénateur, mieux vaut avoir l'appui d'un vieux parti qui possède encore de nombreux élus locaux plutôt qu'un jeune mouvement plein de vigueur mais peu implanté.

"Jean-Vincent Placé a besoin du Parti socialiste pour espérer garder son siège de sénateur dans l'Essonne. Donc pour le moment, il se fait discret et ne bouge pas d'où il est", rigole notre écologiste. Une stratégie qui n'a pas échappé aux socialistes essonniers. Si en 2011, Jean-Vincent Placé, Jérôme Guedj et Carlos Da Silva, le premier secrétaire de la fédération de l'Essonne du PS, avaient pu s'entendre pour une paix des Braves, le premier allant au Palais du Luxembourg, le second au Conseil général de l'Essonne et le troisième au Conseil régional d'Ile-de-France, les années à venir s'annoncent beaucoup moins fastes en terme de mandats pour les socialistes. Aujourd'hui, chaque place coûte chère.

Jean-Vincent Placé a besoin du Parti socialiste pour garder son siège de sénateur dans l'Essonne.

Un eurodéputé EELV

"Jean-Vincent Placé essaye effectivement de se faire imposer comme tête de liste aux sénatoriales, mais il ne sera pas sénateur", tranche un poids lourd local. Il faut dire que l'ancien secrétaire d'Etat chargé de la Réforme de l'Etat et de la simplification a comme concurrent direct à ce mandat Carlos Da Silva, patron des socialistes de l'Essonne et proche de Manuel Valls. "Il y a déjà une liste qui a été faite, votée par les militants essonniers et validée, le 17 décembre dernier, par les instances du Parti, poursuit notre cacique. Jean-Vincent Placé peut bien convaincre Jean-Christophe Cambadélis de faire un vote au Bureau national pour l'imposer, ça ne changera rien. Carlos est indéboulonnable".

Ce qui réduit terriblement ses chances. Elément que l'impétrant a semble-t-il déjà intégré. "Je sais qu'il cherche activement dans le privé au cas où. La question de la rémunération a toujours été quelque chose d'important pour Jean-Vincent", conclut notre homme.

Comme dit le proverbe, prudence est mère de sûreté (financière).



par Bruno Rieth



IV) Alain Deneault : « Total est un cas d'école pour étudier une nouvelle forme de pouvoir »

Entretien réalisé par Cyprien Boganda-Humanité Dimanche



Photo Olivier Charasson

Géant hors norme et protéiforme, le groupe Total occupe une place à part dans le capitalisme hexagonal. Ancien bras armé de l'Etat en Afrique, outil d'influence diplomatique tout autant qu'infaillible machine à « cash » pour ses

actionnaires, il s'est trouvé impliqué dans un nombre invraisemblable de scandales et de polémiques. Dans son dernier ouvrage, « De quoi Total est-elle la somme », le philosophe Alain Deneault, directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris, fait de Total un cas d'école, pour tenter de comprendre ce qu'est une multinationale aujourd'hui, comment fonctionne son rapport au droit et s'exerce son pouvoir.

HD. Pourquoi avoir décidé de consacrer une œuvre-somme – plus de 500 pages – à Total ?

Alain Deneault. Parce que c'est un livre qui manquait. Je trouvais étonnant qu'une firme au cœur de tant de polémiques – son attitude en Birmanie, le programme « Pétrole contre nourriture », les poursuites contre la corruption en Iran, l'explosion d'AZF Toulouse, le naufrage de l'« Erika » – n'ait jamais fait l'objet d'un livre. Jusqu'à présent, tous ces enjeux ont été traités de façon fragmentaire. J'ai voulu les synthétiser pour leur donner une cohérence. L'idée est aussi, à travers le cas d'école Total, de comprendre comment les multinationales sont devenues une nouvelle forme de pouvoir, de souveraineté spécifique.

HD. Peut-on devenir Total, c'est-à-dire l'une des 25 plus grosses entreprises de la planète, tout en restant dans les clous de la légalité ? Ce qui vous intéresse, c'est bien le rapport des multinationales au droit ?

A.D. Oui. Mais je veux tout d'abord préciser que ce livre n'agresse pas Total, il écoute Total. Total nous parle. C'est une société qui se paie de pleines pages de pub dans les journaux, une société dont les dirigeants s'expriment sur des sujets d'ordres diplomatique, climatique... Et qui ne cessent de répéter que ce qu'ils font est « légal », même lorsque ce qu'ils font choque la conscience commune.

HD. Vous dites que Total est le fruit d'un double paradoxe: d'abord parce que c'est une entreprise privée, mais qui mène une politique d'État, soutenue par la diplomatie française. Ensuite parce que sa naissance s'est faite dans l'illégalité...

A.D. En 1924, la France est à la traîne en matière d'approvisionnement pétrolier, pourtant vital sur le plan militaire : si on tombe à court de pétrole, on peut perdre une guerre. Pour réparer ce manque, la France crée la Compagnie française des pétroles (CFP), après avoir hérité des parts allemandes d'un consortium pétrolier actif au Moyen-Orient, la Turkish Petroleum Company (TPC). En principe, la Constitution de la IIIe République oblige le gouvernement de Raymond Poincaré à consulter le Parlement, car il investit des fonds publics dans cette structure. Pourtant, cela ne sera fait qu'en 1931... Regroupées au sein de la TPC, des compagnies comme BP ou Shell constituent une sorte de Parlement du pétrole, qui fixe les cours à travers le monde. Dans ce consortium, la CFP se sent complexée par son influence réduite. Les Anglo-Saxons la surnomment même la Can't Find Petroleum (celle qui ne peut pas trouver de pétrole). En 1954, elle prend le nom de Total, pour rappeler à tous qu'elle est l'égale des autres. Avec le temps, elle acquerra aussi la faculté d'agir comme un pouvoir néocolonial, finançant des carrières politiques, des soulèvements ou des guerres.

HD. Vous rappelez un fait largement tombé dans l'oubli : bras armé de la France en Afrique, Total a été l'une des premières entreprises occidentales à investir dans l'Afrique du Sud de l'Apartheid, dès 1948. Malgré l'embargo qui frappait ce pays...

A.D. Total s'est toujours organisé pour que sur le plan formel, ses pratiques ne puissent pas être jugées illégales. Dans le cas de l'Apartheid, la CFP s'est officiellement dissociée de sa filiale sud-africaine, en présentant cette dernière comme soumise au seul droit sud-africain. C'est un principe qu'elle décline partout : « respecter le droit là où nous sommes ». Ainsi, la filiale des Bermudes respecte le droit des Bermudes ; la filiale iranienne, le droit iranien, etc. Mais en réalité, sur le terrain elle fait ce qu'elle veut. Total n'est pas « une seule » société : c'est 882 sociétés consolidées, agissant dans 130 pays. C'est ce qui fait sa force : elle est capable de peser de tout son poids dans les législations locales, alors qu'aucun gouvernement n'est capable, face à elle, d'agir à l'échelle mondiale.

HD: Dans le livre, vous évoquez l'affaire Elf, énorme scandale de corruption qui a éclaté en 2001. Au-delà des faits, vous essayez de comprendre ce que cette affaire dit du rapport de Total au droit, des techniques employées pour donner à des pratiques condamnables un semblant de légalité.

A.D. Oui, le droit sert à ce que l'ancien PDG de Total, Loïk Le Floch-Prigent, nomme l'«habillage» : on codifie en termes juridiques des manœuvres qui contreviennent au droit. André Tarallo, ancien dirigeant, explique ainsi que les commissions versées discrètement à des intermédiaires, même si elles constituaient des « accords secrets », n'en étaient pas moins de « vrais » accords, c'est-à-dire des « contrats ». Ainsi, un contrat visant à corrompre un interlocuteur vénézuélien se trouvera signé en un exemplaire, déposé dans un coffre en Suisse...Ce sont autant de manœuvres d'inspiration maffieuse, auxquelles on confère une apparente légalité.

HD. Pour tenter d'échapper à la justice, Total invoque en permanence son absence de responsabilité. Lors du procès de l'« Erika », qui débute en 2007, elle joue sur le fait que le navire n'appartenait pas en propre au groupe au moment du naufrage : le bateau est détenu par une société maltaise, contrôlée elle-même par deux sociétés libériennes, dont les actions sont détenues par un Italien... Mais à l'arrivée, le groupe a fini par être condamné.

A.D. Oui, à une amende dérisoire (la Cour de cassation confirme, en septembre 2012, la condamnation du groupe à 375 000 euros d'amende, ndlr). Il faut bien voir que la multinationale joue sur tout un éventail de possibilités pour passer entre les mailles du filet : elle profite des vides juridiques, manipule la lettre du droit au détriment de son esprit, invoque des vices procéduraux... A l'arrivée, les condamnations restent rares.

HD. Quelles sont les autres méthodes utilisées par la firme pour asseoir son pouvoir ?

A.D. Elles sont multiples et pas forcément brutales. A défaut de se faire aimer, Total peut « tenir » les gens, par une solidarité liée à l'appât du gain. En subventionnant un musée, en finançant une université, des reportages de journalistes, la restauration de sites patrimoniaux... Il y a de nombreux exemples dans le livre. En avril 2016, par exemple, « Mediapart » a révélé que Thierry Guerrier, présentateur occasionnel de l'émission « C dans l'air », était salarié de Total (le journaliste a réalisé notamment des missions d'audit, ndlr). Autre exemple : de quelle marge de manœuvre dispose le fondateur et directeur de la « Toulouse School of Economics », sachant que Total a placé au moins 600 000 euros dans ses coffres ?

HD: Est-ce qu'on pourrait appliquer le traitement que vous faites subir à Total à d'autres multinationales ?

AD: Oui, à toutes, dans la mesure où c'est un cas d'école. Boeing, Apple, Glencore... la liste est longue. Ce qui m'intéresse, c'est de penser le pouvoir de toutes ces firmes qui sont présentes dans un très grand nombre de pays tout en n'étant contrôlées dans aucun.



« De quoi Total est-elle la somme ? Multinationales et perversion du droit », d'Alain Deneault, Rue de l'Échiquier/ Ecosociété, 2017, 512 pages, 23,90 euros.

Chercheur canadien spécialiste des paradis fiscaux, Alain Deneault s'intéresse ici à la multinationale Total, pour en retracer la genèse et démonter les mécanismes qui lui ont permis d'asseoir sa domination. « Se pencher sur l'histoire de Total, écrit-il, c'est montrer comment l'état du droit et la complicité des États ont permis à une firme, souvent légalement, de comploter sur la fixation des cours du pétrole, de coloniser l'Afrique à des fins d'exploitation,

de délocaliser des actifs dans des paradis fiscaux ». Il conclut son ouvrage par une réflexion volontairement provocante sur la « philosophie politique de Total » : déployant une sorte de « totalitarisme pervers », la multinationale soumet les populations à l'ambition dévorante et pathologique de ses dirigeants. Alain Deneault a notamment publié « Gouvernance. Le management totalitaire » (Lux, 2013 ; voir « l'HD » du 19 septembre 2013) et « La Médiocratie » (Lux, 2015 ; voir « l'HD » du 15 octobre 2015).

V) Pour Mélenchon, l'adversaire à battre à Marseille est la candidate de Macron

Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise pour les législatives à Marseille, a affirmé dimanche que l'adversaire à...



Par AFP

Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise pour les législatives à Marseille, a affirmé dimanche que l'adversaire à battre était, pour lui, la candidate de La République en marche! et non le député socialiste sortant Patrick Mennucci.

"Par définition, c'est la candidate de M. Macron qui est mon adversaire. M. Mennucci a tort de croire que je viens à Marseille à cause de lui", a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France 3.

"Le Parti socialiste est quasiment éliminé des deuxièmes tours dans toutes sortes de circonscriptions. Si on veut qu'il y ait une alternative à M. Macron, il faut y aller en force donc mon adversaire, c'est évidemment la candidate de M. Macron", a-t-il ajouté.

Le leader de La France insoumise, éliminé au premier tour de l'élection présidentielle, se présente dans la 4e circonscription des Bouches-du-Rhône aux législatives des 11 et 18 juin.

Il vient sur les terres du socialiste sortant Patrick Mennucci, qui lui a promis un "affrontement complet". La candidate du parti présidentiel est Corinne Versini.

Jean-Luc Mélenchon a assuré que son intention n'est pas de "rayer de la carte" le Parti socialiste.

"Mon intention n'est de rayer personne, c'est de construire une force positive", a-t-il affirmé. Le PS "ne sait toujours pas s'il est dans la majorité avec Macron ou dans l'opposition avec moi. Par conséquent, il faut qu'on passe par cette étape où une force surgit et est capable de gouverner", a-t-il ajouté.



VI) Éric Woerth sur Édouard Philippe: "Comment peut-on avoir ce cynisme?"

Par L'EXPRESS.fr



L'ancien ministre LR du Budget Eric Woerth a rappelé que Bruno Le Maire défendait une baisse de la CSG.afp.com/BERTRAND GUAY

En charge du projet des Républicains, Eric Woerth a sévèrement jugé le nouveau Premier ministre, ainsi que Gérard Darmanin et Bruno Le Maire qui ont rejoint Emmanuel Macron.

En difficulté pour les législatives et divisée au sein même de ses rangs quant à l'attitude à tenir vis-à-vis d'Emmanuel Macron, la droite tente de reprendre de l'élan. Après François Baroin, qui a fustigé samedi soir "le mercato gouvernemental", Eric Woerth, en charge du projet des Républicains, a tapé à bras raccourcis sur le nouveau Premier ministre Edouard Philippe et les ministres transfuges de LR, ce dimanche.

Invité du Grand Rendez-vous d'Europe 1/Les Echos/Cnews, Eric Woerth a donc répété les éléments de langage de campagne de la droite: éreinter les ambitions personnelles des recrues gouvernementales, et attaquer le programme du gouvernement sur le principal désaccord de fond, la hausse de la CSG.

"Il va faire campagne contre des candidats qu'il a désigné"

A propos du nouveau Premier ministre, Eric Woerth le redit: "C'est un ami". Mais ajoute-t-il, "je pense qu'il se fourvoie". Alors qu'Edouard Philippe a confirmé dans le Journal du Dimanche qu'il allait porter les propositions de LREM aux législatives, Eric Woerth s'interroge: "Il va aller faire campagne contre les candidats qu'il a désigné lui-même dans la commission d'investiture des Républicains et du centre. Comment peut-on avoir ce degré de cynisme?".



Europe 1@Europe1
"Humainement, Edouard Philippe va être dans une position extrêmement difficile. A moins d'avoir une dose de cynisme absolue" @ericwoerth

Rappelant qu'Edouard Philippe "avait un rôle à jouer" au sein de LR, l'ancien ministre du Budget a estimé qu'il fallait "éteindre ses ambitions personnelles pour essayer de regarder quel est le collectif qui derrière peut être le plus puissant".

"Bruno Le Maire proposait une baisse de la CSG"

Gérald Darmanin et Bruno Le Maire ne sont pas non plus épargnés. Le nouveau ministre de l'Action et des comptes publics? "On était ensemble la semaine d'avant (...) pour soutenir les candidats du Nord sous l'étiquette LR-Centriste (...) le lendemain il change de casaque, il change de maillot", dénonce-t-il avant d'ajouter: Je ne crois pas que ce soit une manière de faire".

Le nouveau ministre de l'Economie? "Bruno proposait une baisse de la CSG de 15 ou 16 milliards d'euros", rappelle Woerth, "il se retrouve avec une augmentation de 15 milliard. Il y a 35 milliards de différence entre ce que Bruno Le Maire proposait et ce qu'il va faire".

Dans un sondage Opinionway diffusé jeudi, pour Les Echos, Orpi et Radio classique, LR et l'UDI n'obtiennent que 20% au premier tour, loin derrière La République en marche (27%).



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Thomas Porcher: «Les réformes de Macron menacent de faire entrer la France dans un jeu mortifère»

Par Romaric Godin

L'économiste Thomas Porcher, coauteur d'un ouvrage critique sur le programme d'Emmanuel Macron, revient sur la logique de la politique économique du nouveau président. Selon lui, cette politique est inadaptée aux défis de l'économie française.

Le nouveau chef de l'exécutif va former son gouvernement. Son programme économique est, sur le papier, un mélange de politique de relance et de politique de l'offre ciblant la compétitivité des entreprises. Thomas Porcher, économiste et professeur à l'ESG Management School (et ancien soutien du candidat Benoît Hamon), a rédigé un ouvrage critique des positions d'Emmanuel Macron, estimant que la balance penche davantage vers le libéralisme que vers le social-libéralisme à la scandinave. Il précise sa vision de la logique économique du nouveau président et de ses effets possibles sur la situation sociale et économique française.

Le programme économique d'Emmanuel Macron, qui est devenu dimanche 14 mai président de la République, est-il en rupture avec les politiques passées ou s'inscrit-il dans la lignée du choix de ses prédécesseurs ?



Thomas Porcher, économiste, professeur à l'ESG Management School © dr

Une des principales différences revendiquées est l'adoption d'un modèle de « flexisécurité », avec l'ouverture des droits aux prestations chômage aux indépendants et aux personnes démissionnaires une fois tous les cinq ans. Mais cette mesure est financée par une économie de 10 milliards d'euros sur le système

d'assurance-chômage. Selon moi, cela assure la baisse future des prestations, ainsi qu'une politique – très classique celle-là – de désincitation au chômage par des règles plus strictes et davantage de contrôles des demandeurs d'emploi. Au bout du compte, il semble qu'il y ait davantage de flexibilité que de sécurité dans ce programme. On est donc assez loin du modèle scandinave qui, de plus, est un modèle très égalitaire, fondé sur une forte redistribution alors qu'Emmanuel Macron entend réduire cette redistribution et favoriser le moins-disant social.

Le programme du nouveau président prévoit cependant d'insister sur la formation, avec un budget supplémentaire de 15 milliards d'euros ?

C'est ainsi, en effet, qu'Emmanuel Macron vend la partie « sécurité » de son programme et c'est très bien, car tout le monde est naturellement pour davantage de formation. Mais il est illusoire de penser que la formation seule peut résoudre le problème du chômage en France. Le pays a perdu 1,5 million d'emplois depuis 2008, on a peine à croire que l'on peut recréer autant d'emplois seulement par un effort de formation. Le fond de la logique du programme du président de la République est toujours le même, c'est celui selon lequel le problème vient du demandeur d'emploi.

Les études montrent d'ailleurs qu'il manque des emplois pour les personnes bien formées et que nombre de postes sont occupés par des personnes surqualifiées. On sait aussi que la formation ne fait pas tout et que celui qui n'a pas la bonne origine, le bon sexe ou le bon réseau risque de rester hors de l'emploi, même avec une bonne formation. Il y a une idée trop systématique du lien entre emploi et formation. En réalité, le problème vient bel et bien de l'incapacité de l'économie française à créer assez d'emplois. Et pour régler ce problème, il faut davantage d'investissements notamment dans la transition énergétique.

Que pourrait être le scénario d'évolution du chômage avec cette politique ? Doit-on redouter une hausse du chômage liée à la flexibilisation du marché du travail ?

C'est un scénario possible. Celui que je juge le plus probable est une baisse statistique du chômage par la multiplication des emplois précaires, soit des CDD qui devraient pouvoir être davantage renouvelés, soit des CDI « plus souples », sur le modèle de ce qui a été fait en Italie. Nous aurons donc comme prix de la baisse du chômage une augmentation des travailleurs

pauvres. Emmanuel Macron pourra prétendre qu'il est mieux de travailler que de rester au chômage, mais les exemples britanniques et étasuniens prouvent que ce choix est risqué. Sur le plan politique, il alimente le vote des extrêmes. Sur le plan économique, il pèse sur la productivité, la motivation et les conditions de travail.

De telles réformes structurelles sont-elles susceptibles d'améliorer la compétitivité de la France ?

Sans doute en partie la compétitivité coût. Mais il faut souligner que la compétitivité n'est pas qu'un problème de coût, c'est aussi un problème de montée en gamme. La France se retrouve aujourd'hui coincée, dans la zone euro, entre l'Allemagne, qui allie une bonne compétitivité coût (par exemple dans l'agriculture) et une forte compétitivité hors coût, et l'Espagne, qui a fortement amélioré sa compétitivité coût. On ne trouve rien dans le programme d'Emmanuel Macron sur la montée en gamme. Il dit certes vouloir soutenir l'innovation, mais il a une mauvaise lecture de l'innovation, centrée sur l'uberisation. Sa politique, centrée sur les coûts, est donc celle de plutôt courir derrière l'Espagne. C'est une course perdue d'avance qui fait entrer la France dans un jeu mortifère.

Une des clés pour empêcher cette logique sera donc l'investissement public. Certains économistes voient dans la volonté d'Emmanuel Macron de soutenir cet investissement une vraie rupture après plusieurs années de baisse. Croyez-vous à un vrai tournant ?

Il faut souligner qu'Emmanuel Macron entend faire davantage d'économies (60 milliards d'euros) que d'investissements (50 milliards d'euros). De façon globale, l'effort reste très timide face aux enjeux. Ainsi, alors que les 40 économistes qui soutiennent le nouveau président ont reconnu que nos modes de consommation et de production devaient changer drastiquement, le programme ne prévoit que 15 milliards d'euros sur cinq ans pour faire face à cet enjeu. C'est moins que le seul investissement de 16 milliards d'euros prévu par EDF pour la centrale d'Hinkley Point. C'est dire si ce n'est pas en mesure de changer radicalement la donne. Pour rénover 500 000 bâtiments, il faudrait déjà 10 milliards d'euros. L'investissement public est donc globalement faible.

En réalité, la logique d'Emmanuel Macron reste de compter sur le privé par une simplification du droit de l'environnement et « la mise en place d'instruments financiers innovants et massifs », dont on ignore réellement la nature. Mais le secteur privé ne semble pas réellement capable de relever le défi. Et la politique pour soutenir cet investissement privé demeure incertaine. Il ne veut pas que l'État oriente les investissements, mais les seules incitations à l'investissement existent déjà et ont montré leurs limites. On semble oublier que la force des États-Unis dans l'Internet, par exemple, est le fruit d'une politique intense d'investissement public voilà 30 à 40 ans.

Pierre Moscovici et Jean-Claude Juncker ont, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, rappelé la France à l'ordre en exigeant le respect du cadre budgétaire. Dans le cadre du pacte de stabilité, le programme du nouveau président est-il réaliste ?

C'est évidemment toujours la même question. Bruxelles considère l'investissement public comme des dépenses de pure perte et est concentrée sur la consolidation budgétaire. Emmanuel Macron espère convaincre l'Allemagne de négocier un new deal. Sa priorité est donc bel et bien donnée aux réformes structurelles plutôt qu'à l'investissement public, dont la France a cependant tant besoin. Il est, d'ailleurs, étonnant de constater que les économistes qui soutiennent le président ainsi qu'Emmanuel Macron lui-même reconnaissent que la politique d'austérité menée en zone euro a été une erreur, mais que tous sont prêts à persister dans la même logique.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue